

**ACTION POSITIVE POUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE CENTRALE  
APEDAC.**

**Siège : N'djaména (Tchad)**

**B.P : 4416**

**Tel : +235 2925 32. +235 96 48 03**

**Email : [apedac2001@yahoo.fr](mailto:apedac2001@yahoo.fr); [theo\\_ponce@yahoo.fr](mailto:theo_ponce@yahoo.fr)**



# **COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE GENRE ET DEVELOPPEMENT "LES ENJEUX DE LA FORMATION"**

**Appel à communication**

**Présenté par Mr. Mbainaissem Théodore**

**Coordonnateur Régional de APEDAC**

## **Biographie sur l'auteur de la communication**

**Mbainissem Théodore** l'auteur de la communication est tchadien. Le Tchad est un pays situé au cœur de l'Afrique Centrale. Sa superficie est de **1.284.000 Km<sup>2</sup>** avec une population estimée à 7 million. Le Tchad est un pays Sahélien. L'auteur est né **le 19 avril 1967** à Moundou ville située au Sud du Tchad dans la Région du Logone Occidental. Il a effectué ses études primaires à l'école d'application de Moundou de **1973 à 1980**. Il entra au collège Saint Joseph Mukasa de Donia (collège dirigé par les missionnaires canadiens) situé dans le Logone Oriental de **1981 à 1984**, année à laquelle le collège fut pillé au moment de la guerre civile. Les missionnaires canadiens qui se sont repliés dans la ville de Moundou ont jugé utile de créer une petite structure d'encadrement au centre culturelle « Dombao » pour achever la formation de leurs anciens élèves. A cet effet une dizaine d'élèves dont **Mbainissem Théodore** furent formés au sein de cette structure et présentés ensuite au Brevet d'Etude du Premier Cycle au lycée Adoum Dallah de Moundou. Après l'obtention du brevet d'étude, les missionnaires canadiens l'envoyèrent à Sarh dans la région du Moyen Chari au Lycée Collège Charles Lwanga dirigé par les prêtres jésuites où il effectua le second cycle. Il obtint son baccalauréat en **1990** et entra à l'université du Tchad en **1991** où il a fait les études de langues appliquées. Il obtint une licence en langues vivantes option anglais en **1995**. Avec l'ajustement structurel le Ministère de la Fonction Publique seul employeur en ce temps au Tchad ne pouvait intégrer les jeunes diplômés. Il se replia dans sa ville natale pour aider ses parents. En **1996**, il créa avec ses amis l'Association pour le Développement Rural au Tchad « ADRT » où il occupa le poste de chargé de l'Education de la Formation et d'Alphabétisation. L'association s'installa très vite dans toutes les grandes villes du Sud du Tchad faisant de nombreux adhérents. En **1997** le Tchad venait de rompre sa diplomatie avec la Chine Populaire au profit de la Chine Taiwan. L'arrivée des Taiwanais avait donné une bouffée d'oxygène aux diplômés sans emploi. Ainsi un recrutement massif au Ministère de l'Education Nationale des jeunes diplômés pour le Service Civique financé par les Fonds Taiwanais a été organisé. Il fut recruté et envoyé dans une localité de la région du Logone Oriental comme professeur d'anglais. Après une année d'exercice, il abandonna le Service Civique et rejoignit l'association pour le Développement Rural au Tchad où il occupa le poste de Secrétaire Général. **1999**, il quitta le poste de Secrétaire Général et revint à N'djaména pour passer le test d'entrée à l'Institut de l'UNESCO pour l'Education : le Centre Régional d'Education et de Formation Environnementale pour lutter contre la Désertification « CREFELD » à Sarh qui regroupe cinq(5) pays africain(Le Tchad, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Niger et le Nigeria). Grâce à la bourse de formation octroyée par la Fondation Jean Paul II pour le Sahel, il paracheva sa formation en **2003**. En **2002** étant en stage de recherche, il fut recruté pour le Monitoring environnemental des travaux sur la construction du Pipeline Tchad-Cameroun de septembre **2002** à janvier **2003**. En juillet **2003**, il fut nommé Directeur de Cabinet du Ministère de l'Action Sociale et de la Famille où il passa une année. Après le remaniement ministériel de juillet **2004**, il est affecté au Secrétariat Général dudit Ministère comme conseiller à l'environnement et au développement communautaire. En mai **2005**, il demanda une mise en disponibilité pour travailler avec la compagnie Tchad-Cameroun Maintenance où il occupa le poste d'assistant au superviseur du département environnement. Depuis **2002**, il dirigea l'association régionale : Action Positive pour l'Environnement et le Développement en Afrique Centrale qui regroupe trois pays (Tchad, Cameroun, Centrafrique) dont il est le président. Grand défenseur du Genre, il a assisté à plusieurs rencontres sur le genre à l'intérieur et à l'extérieur de son pays notamment à Dakar en **2003** (rencontre inter-régionale des Mécanismes Nationaux en Genre et TIC) et **2005** en Ethiopie (rencontre de tous les Mécanismes Nationaux d'Afrique en Genre et TIC) pour la mise en place du réseau africain « Genre et TIC ». Il dirige actuellement le Réseau Genre et TIC du Tchad.

## **Résumé de la Communication sur le Genre et Développement : « les enjeux de la formation »**

L'égalité entre la femme et l'homme est classée parmi les questions taboues en Afrique. Considérer la femme comme son égal est une logique difficile à accepter dans un continent à plus de 80% rural où les femmes constituent la plus grande partie de la population. La marginalisation de la femme apparaît dans tous les secteurs. Pourtant les femmes constituent la couche sociale la plus active dans le développement. La situation de la femme demeure la plus précaire en Afrique surtout l'Afrique au sud du Sahara. Elle est astreinte à toutes les charges rendant son évolution difficile. Dans un milieu aussi complexe où les pesanteurs socioculturelles constituent un frein pour l'évolution positive des questions de genre. Avec la nouvelle donne (démocratie), la glace fut brisée. Une importance de plus en plus grande est accordée à la question des droits de l'homme. Nombreux sont les sommets des nations unies qui ont œuvré à mettre les questions de démocratie, de justice, et de droit à l'ordre du jour du développement. Dans ce contexte évolutif favorable à la question de l'égalité des chances, plusieurs mouvements des femmes ont vu le jour. Leur but étant de militer en faveur d'une plus grande équité entre les hommes et les femmes et de trouver des solutions aux problèmes nés des disparités sexo-spécifiques entre les hommes et les femmes.

Dans cette recherche constante de solutions aux problèmes des disparités entre les hommes et les femmes, parut le terme « genre » dans les années 80. Ce terme vient remplacer « femme et développement ». C'est un concept social selon lequel les atteintes et les responsabilités que peuvent avoir des hommes et femmes ne sont pas toujours déterminées par leur biologie. Ceux qui ont mis au point cette approche pensent que le genre intègre plus facilement les questions de race, de classe et d'ethnie ainsi que les rapports de force hommes-femmes.

La perspective genre et développement peut s'intéresser à un éventail de domaines allant de l'économie domestique à l'économie internationale, mais les applications les plus fréquentes de cette approche intéressent surtout l'économie domestique et l'emploi. Nous avons dit haut que la femme est à la base de tout développement en Afrique mais elles sont marginalisées partout. Elles sont sous employées et occupent le plus souvent les postes les moins bien rémunérés. Elles sont moins scolarisées, moins représentées dans les instances des décisions, Elles n'ont pas droit à la parole, elles sont bonnes que pour procréer et que savons nous encore. elles n'ont pas la même chance de réussite dans la vie que les hommes. On constate partout en Afrique que la pauvreté est féminisée. Cette féminisation de la pauvreté accentue davantage des disparités entre les hommes et les femmes. De même que des déséquilibres sexo-spécifiques pouvant exister au niveau des droits humains fondamentaux des ressources et des opportunités économiques comme au niveau de la participation politique ; constituent une entrave au développement.

Genre et développement est un outil indispensable pour la réduction du fossé existant femmes et hommes dans le cadre du développement. Elle permet de réduire l'écart et d'amener les femmes à l'équilibre et d'être aussi cotées que les hommes dans tous les secteurs de développement. Le concept genre et développement a largement contribué à la croissance économique. Il a rehaussé le niveau de vie de la femme, à impliquer les femmes dans les grandes décisions, bref elle a permis à la femme de revendiquer ses droits dans une Afrique qui compte aujourd'hui plus de 410 millions de femmes. Tout ce changement sur la situation de la femme en Afrique a été possible grâce à la contribution efficace de la formation en genre. Bien que la formation en genre est un outil indispensable pour l'évolution du genre, elle rencontre beaucoup de difficultés et ne résolve pas toutes les questions que pose le genre. Le cas du Tchad et de notre organisation en dit mieux.

## Genre et Développement au Tchad

Au Tchad, la prise de conscience sur le processus de la femme a été effective le 24 octobre 1982. En cette date un secrétariat à la promotion féminine rattaché au ministère du travail a vu le jour. Le 24 juillet 1984 le secrétariat a été érigé à part entière. Il y'a déjà plus d'une décennie un ministère en charge des questions de genre a été mis en place. La question qu'on se pose souvent est de savoir si réellement ce ministère en charge de la question de genre est à la hauteur de la charge pour résoudre les questions de discrimination et de marginalisation que vivent les femmes tchadiennes.

Malgré le travail de fourmis mais louable réalisé par les ONG Internationales et surtout les Associations Féminines en charge de la question de genre, la toile tissée autour de la femme tchadienne est loin d'être déchirée. Dans une société aussi traditionnelle que la nôtre où la femme est comptée parmi les biens de l'époux et qu'on peut l'offrir à un ami sans son consentement, le concept genre rencontre plus de barrières au niveau des conservateurs. Pourtant la femme tchadienne est le pilier même du développement. On la rencontre partout dans le formel et l'informel. Avec la guerre civile qui a perduré pendant 30 ans, les femmes se démarquent de plus en plus. Plusieurs d'entre elles sont devenues chefs des ménages et contribuent efficacement à la vie socioéconomique au Tchad. Elles sont présentes dans les secteurs clés de l'économie du pays. Leurs apports est loin d'être négligeable. Beaucoup de facteurs font obstacles à l'évolution du genre.

Les pesanteurs socioculturelles constituent la base de l'obstacle,

- a) Le poids de la tradition : le Tchad est à plus de 85% rural donc traditionaliste. Dans les sociétés dites traditionnelles d'Afrique noire la femme est mise au bas de l'échelle de la société : elle n'est bonne que pour la cuisine et la procréation. Elle est le bras à faire tout. Elle n'a pas son avis à donner pour les prises de décisions.
- b) Le poids de la religion : deux grandes religions se partagent le Tchad, l'islam et le christianisme. Il faut aussi mentionner l'animisme qui sévit dans les sociétés traditionnelles dans la zone méridionale soudanienne au cœur des forêts. L'islam s'est installé au grand Nord et le centre du pays avec un peu d'expansion vers le sud de nos jours. Quant au christianisme, il est présent dans la zone méridionale. On constate une nette différence entre les femmes musulmanes et chrétiennes. Les premières sont soumises et vivent dans le climat de discrimination, d'inégalité qui ont pour cause les règles de l'intégrisme religieux. Les femmes chrétiennes par contre sont plus scolarisées et évoluées et brisent les tabous qui les empêchent d'évoluer positivement.

Au retour de Beijing en 1995, le climat de la politique tchadienne en faveur de la femme est propice. Des actions en faveur de l'élimination de la discrimination et de l'inégalité entre les femmes et hommes commencent par prendre de l'envergure. On remarque au niveau des grandes instances de décisions du pays, la présence des femmes. Il y'a eu des femmes ministres, parlementaires, secrétaires généraux, directrices et bien d'autres postes de responsabilités occupés par les femmes. Des organisations non gouvernementales et des associations des femmes ont vu le jour ( association des femmes juristes, le réseau des femmes parlementaires et ministres, la cellule de liaison et d'information des associations féminines (CELIAF) ont nettement influencé le milieu de la politique tchadienne en faveur des femmes.

Il faut remarquer que le travail accompli par les ONG de développement et surtout la radio rurale a été spectaculaire dans le monde rural où une farouche opposition contre le genre a été observée. Parmi ces ONG considérées comme pionnières en matière de genre et développement, on peut citer entre autre :

ONG chrétiennes (INADES formation, World Vision International, BELACD et bien d'autres).

ONG internationales ( Intermon/OXFAM, APIBASE, Care Tchad, Coopération Suisse, Agence Française de Développement etc.)

Les Institutions Internationales ( PNUD, FNUAP, FAO etc.)

On ne peut oublier de mentionner le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille sous l'égide de la direction de la promotion de la femme et le projet genre ( financé par le FNUAP). Toutes ces différentes organisations oeuvrent tous vers un seul but l'éradication de l'inégalité entre femme et homme pour un développement harmonieux et durable. l'arme utilisée par ces organisations est une arme commune avec différentes formes. La formation en genre et développement sous différents thèmes. Il y'a aussi l'éducation à travers la sensibilisation orientée vers les média.

Avec l'appui du concept genre et développement dans les années 80 au Tchad, la formation a été le plus souvent le cheval de bataille de toutes les organisations ayant le genre comme l'un de leur objectif. Elle a été le socle de tout fondement de concept genre et développement au tchad. A ce titre plusieurs formations orientées vers différents thèmes ont eu lieu. Dans toutes les provinces du pays et à la capitale. Les formations en genre et développement qui se sont déroulés sont des formations ciblées. Elles regardent le plus souvent les décideurs, les victimes, les responsables, les bénéficiaires. Ce sont des formations spécifiques visant à avoir effets directs ou indirects sur les personnes visées.

### **Les types de formations en genre et développement au Tchad**

Au début de la parution du concept genre au Tchad, il était plus question de liberté accordée aux femmes, l'émancipation en particulier. Le concept n'était pas bien cerné ou alors orienté seulement dans le cadre de l'émancipation de la femme pour amener l'homme tchadien à prendre conscience de la situation sociale où vit la femme la tchadienne et de desserré l'étau des pesanteurs socioculturelles qui la retiennent prisonnière. Ainsi la majorité des semaines nationales de la femme tchadienne qui ont commencé à être célébrées depuis 1987 ont a toujours eu comme thème l'émancipation de la femme tchadienne. Plus tard cette journée transformée en Semaine Nationale de la Femme tchadienne SENAFET sera célébrée ensemble avec la journée Internationale de la Femme (le JIF). A cet effet, plusieurs thèmes de réflexion autour du thème central envoyé par le Bureau de la Division de la Femme des Nations Unies seront débattus. Des formations organisées à l'attention des groupements féminins ciblés seront dispensées. Cette semaine qualifiée souvent de folklore semble être la seule grande occasion permettant à la femme tchadienne d'exposer au grand jour ses problèmes.

### **Les Différents Thèmes de Formation en Genre et Développement Traités**

Dans le cadre du concept genre et développement, plusieurs thèmes de formation ont été observés. Il y a eu d'abord les thèmes de lutte contre les pratiques discriminatoires, les thèmes de développement socioéconomique et les thèmes dits d'actualité. Les thèmes de formation de lutte contre les pratiques discriminatoires s'adressent le plus souvent aux décideurs et les responsables religieux et les chefs traditionnels. Les thèmes de formation de développement socioéconomique s'adressent à une couche sociale visée qui sont victimes ou bénéficiaires quant aux thèmes de formation dits d'actualité, ils traitent des problèmes brûlants de l'heure à savoir : les femmes et le genre, les femmes et la culture de la paix etc. Les femmes et la question de la biodiversité, les femmes et le VIH/SIDA.

Dans le cadre de l'intégration des femmes au développement, la formation en genre et développement a très vite pris une direction vers le développement économique. Les thèmes le plus souvent abordés sont : la valorisation de l'entrepreneuriat féminin, femmes et pauvreté. Des formations permettant à la femme tchadienne d'améliorer ses conditions de vie économique car, on constate que la pauvreté est féminisée au Tchad. La femme tchadienne est pauvre et pourtant elle est le moteur de tout développement économique. C'est sur ces deux (2) thèmes centraux : la valorisation de l'entrepreneuriat féminin, femmes et pauvreté qui nous intéressent particulièrement.

La mondialisation, nouvelle donne apparue dans les années 90 est venue modifier l'orientation du concept genre et développement qui traitait plus des questions de discriminations et des violences faites aux femmes. Des études menées dans le but de la mise en œuvre d'une politique de réduction de la pauvreté diligentées par la Banque Mondiale, ont démontré qu'au Tchad, les femmes sont plus pauvres que les hommes. On les rencontre partout dans les secteurs productifs de l'économie tchadienne. Elles tiennent le secteur informel. Leur suprématie est incontestable dans le commerce, l'agriculture, l'élevage mais elles demeurent pauvres.

Il faut aider la femme tchadienne à valoriser ses connaissances dans l'entrepreneuriat pour produire davantage et combattre la pauvreté dont elle est victime. Afin de les aider à parvenir à leurs fins, l'Etat, les ONG de développement, les Institutions Internationales et les Associations Féminines ont changé de fusil d'épaule : former les groupements féminins dans les activités génératrices de revenus. A cet effet plusieurs formations ont eu lieu. Ces formations s'adressent aussi bien à des groupements des femmes urbains que citadins. Elles touchent les domaines suivants : agriculture, élevage, pêche, artisanat, arts culinaires, commerce (production, conservation et commercialisation), maraîchage et bien d'autres.

## **Formations en genre et développement réalisées au sein de Action Positive pour l'Environnement et le Développement en Afrique Centrale APEDAC**

### **Présentation de APEDAC**

Action positive pour l'Environnement et le Développement en Afrique Centrale est une association qui lutte pour la protection de l'environnement en vue d'un développement durable. Elle regroupe en son sein trois(3) pays d'Afrique Centrale : le Tchad le Cameroun et la République Centrafricaine. Le siège régional se trouve à N'djaména. L'association a eu son autorisation de fonctionner depuis le 22 juillet 2002. plusieurs projets ont été déjà réalisés dans divers domaines en son actif. Les objectifs principaux de l'APEDAC sont :

- 1) la protection des diversités biologiques ;
- 2) la protection de l'environnement en général ;
- 3) la lutte contre la désertification ;
- 4) le reboisement des sites dégradés etc.

L'un des objectifs principaux de APEDAC est aussi le genre. Lutter contre les inégalités et les discriminations qui empêchent la femme tchadienne de s'épanouir. Partant des stratégies et des résultats de l'étude sur la réduction de la pauvreté au Tchad, nous nous sommes dits qu'il faut surtout former les femmes rurales et celles des périphéries des grands centres urbains dans les activités génératrices de revenus pour les amener à produire et de réaliser des bénéfices afin de les amener à se désintéresser de la coupe abusive des bois qui favorise la désertification au Tchad. A ce titre, trois pôles de formation ont été mis en œuvre. Le pôle 1 : concerne la formation en matière des techniques de production agricole et le maraîchage. Le pôle 2 : l'élevage de la volaille et des petits ruminants et le pôle 3 : l'artisanat.

## **Contexte**

Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'au Tchad les femmes sont à la base de toutes activités qui génèrent des revenus mais elles ne profitent pas des bénéfices de ce qu'elles produisent. Dans certaines provinces du Tchad, la femme est considérée comme la machine qui produit. Elle doit construire la case familiale, elle doit cultiver pour nourrir son mari, elle doit chercher de l'argent pour rembourser la dote de son mari, elle doit s'occuper des enfants, la liste des activités n'est pas exhaustive.

Dans les grands centres urbains, dans les ménages où le mari ne travaille pas, c'est la femme qui devient chef de ménage. Elle doit se débrouiller pour nourrir la famille. Celles qui ne possèdent pas de ressources financières pour se lancer dans le commerce, ne lésinent sur les moyens. Elles deviennent charbonnières. Les arbres des sites de reboisement dans les périphéries de la ville sont coupés pour fabriquer du charbon. C'est sur ce point que les acteurs de développement interviennent pour former celles qui agissent en groupement.

### **Les objectifs visés par les différentes formations**

- Amener les femmes à se désintéresser de la coupe abusive des bois et embrasser autres systèmes de revenus financiers.
- Les orienter vers d'autres moyens de production.
- Les aider à beaucoup produire pour mieux gagner.
- Faire passer l'intérêt de la protection des arbres dans la sauvegarde de la diversité biologique.
- Essayer de rétablir l'équilibre causé par les inégalités entre femmes et hommes dans le domaine de la production.

### **Les enjeux de la formation**

La formation est le socle sur lequel repose le concept genre et développement. En Afrique et principalement au Tchad, le concept genre et développement est l'affaire du cercle des intellectuel(les). Pour beaucoup de femmes tchadiennes le concept genre et développement avec sa pierre angulaire la lutte contre les inégalités entre femmes et hommes ne peut être possible. Elles déclarent qu'elles sont faites pour servir les hommes. C'est dans ce concept qu'intervient la formation comme armes stratégiques pour la cause du genre.

La formation permet d'éclaircir les points obscurs qui ne font pas avancer le genre au Tchad. L'échec de la politique en genre et développement qu'on observe au Tchad est du au manque de formation. Beaucoup de personnes ne sont pas averties sur le genre. Pour d'autres, le genre incite les femmes à se révolter contre leurs maris. Si la formation en genre et développement a été efficace, le genre n'allait pas rester au stade embryonnaire à l'heure actuelle.

Les programmes politiques sont conçus avec un accent particulier sur le genre mais les traduire dans les faits est une autre paire de manche. Les décideurs bien qu'avertis du concept et supposés « genrés » ne le sont pas réellement. Il faut mettre la formation en genre en exergue partout. Il faut inculquer à partir de l'école primaire la formation en genre. Montrer depuis le bas âge à l'enfant qu'une fille est aussi intelligente qu'un garçon. Qu'elle peut faire le même travail qu'un garçon malgré la différence des sexes.

La formation en genre et développement doit être orientée vers le monde rural où le genre rencontre une farouche opposition des traditionalistes. C'est à ce point que le genre pourra résoudre l'épineuse question des inégalités, des discriminations et des violences faites aux femmes.

## **Les leçons tirées de nos expériences**

Bien que la formation constitue un élément de réponse à ces déséquilibres qui affectent le développement, elle ne peut aucunement prétendre résoudre tous les problèmes. Des expériences vécues nous montrent à suffisance que la formation n'est pas la solution finale. Les stratégies adoptées jusqu'à présent dans la formation constituent un obstacle pour l'évolution du genre. Il faut savoir que la formation se mesure par son efficacité de servir d'abord l'environnement local, terme prioritaire pour un développement durable. Elle doit fonder sa légitimité sur les questions de la résolution des déséquilibres de la société qui lui sert de mesure et de norme. Elle doit répondre aux contraintes de la nouvelle économie issue de la mondialisation où des nouveaux enjeux se profilent à l'horizon.

## **Les stratégies adoptées pour nos formations**

- Nos formations sont ciblées. Elles ne concernent que les femmes donc discriminatoires.
- Les formations ne visent que les domaines qui conviennent à nos objectifs.
- Nos formations ne s'adressent qu'à des personnes d'une classe d'âge donnée.
- Elles ne sont pas le plus souvent mises en application par les bénéficiaires.
- Les bénéficiaires qui les ont reçues en font leur chasse gardée.

## **Analyses des différentes stratégies**

Les formations en genre doivent être revalorisées à cause de leurs caractères discriminatoires. Nos formations dans les activités génératrices de revenus s'adressent aux femmes démunies des centres urbains et dans le monde rural, elles s'adressent aux femmes en particulier. Voilà le caractère discriminatoire. Le genre n'est pas une question du genre si on s'en tient aux différents aperçus du genre. Il est l'outil qui sert à rétablir les équilibres. Il doit être administré aux deux éléments moteurs qui sont femmes et hommes.

C'est une évidence que l'inégalité entre femmes et hommes est un syndrome à l'échelle planétaire. Des exemples palpant tels que : les femmes sont plus souvent que les hommes victimes de violence dans les couples ; elles participent moins à la vie politique et ne sont pas bien représentées dans les instances de prise de décision autant que les hommes ; elles n'ont pas les mêmes chances que les hommes dans l'emploi ; elles sont plus pauvres que les hommes. Les femmes et les jeunes filles sont plus exploitées dans le commerce sexuel. Pour enrayer tout ce mal et essayé de rétablir l'équilibre que ce soit dans le monde entier où au Tchad, il y a eu plusieurs formations mais ces formations ne concernent que les victimes pour la plus part des cas. Or le genre est un concept qui concerne les deux sexes. Pour avoir des bons résultats et les traduire dans les faits, toutes les formations en genre doivent s'adresser aux deux sexes. Il faut mettre les victimes et les bourreaux en face. Il faut démontrer aux bourreaux le côté néfaste de leurs actes et les amener à les reconnaître pour que plus tard ces bourreaux deviennent le porte flambeau de cette lutte.

L'exclusion des bourreaux au moment des formations révèle le côté non évolutif du genre. Dans les milieux ruraux, il est difficile à une femme de s'entretenir avec son mari sur un sujet à caractère dit tabou comme le planning familial par exemple. Avoir beaucoup d'enfants est une richesse pour le mari alors que c'est la femme qui endurent les conséquences. Si la formation en planning familial doit avoir lieu, ce sont les hommes qui doivent plus en bénéficier. L'homme décide et la femme exécute.



Il faut comprendre que les approches adoptées jusqu'ici pour combler le fossé entre femmes et hommes se sont révélées insatisfaisantes. Ces premières stratégies de la formation étaient souvent centrées sur les femmes. Les initiatives étaient spécifiques et ciblées. Il y eu des démarches louables associant femmes et hommes ; toute fois on ne peut pas résoudre les questions d'inégalité entre femmes et hommes par des initiatives marginales. Des réformes visant à revaloriser les programmes de formation à caractère non discriminatoire seraient à encourager. Le caractère intersubjectif des questions d'inégalité entre femmes et hommes et donc les problèmes y découlant ne peuvent être résolues par des mesures ciblant uniquement les femmes. Il faut voir en l'homme un partenaire et collaborer avec lui dans les différents programmes de formation en genre et développement. Il faut redéfinir ensemble les rôles respectifs et leurs relations. Prendre les femmes seules comme cible dans les programmes de formation serait redéfinir la politique du genre qui prône l'égalité des sexes pour le développement.

**2-**En nous figeant seulement sur nos objectif et donc nos programmes de formation conçus dans le seul but de désintéresser les femmes qui agissent contrairement au normes de la protection de la nature, beaucoup de sujets brûlants de l'heure qui sont d'actualité sont purement classés. Bien de femmes travaillent activement avec nous, il fallait être de leur coté sur tous les front possible où le genre est lésé. Les programmes de formation en genre et développement ne doivent pas seulement répondre aux objectifs des ONG. Toutes les questions sur le genre doivent être traitées. Il ne doit pas y avoir priorité sur un problème donné.

**3-**Il faut combattre le mal par la racine. Raison de plus d'initier les jeunes ayant atteint le niveau de l'école primaire en genre et développement. Il faut dès le bas age amener filles et garçons à comprendre les inégalités qui existent entre eux afin de les combattre. Les formations réservées uniquement aux adultes rencontrent souvent des problèmes d'application. Les adultes ne s'entretiennent pas souvent sur les sujets qui doivent toucher leurs orgueils. Le plus souvent les femmes ne s'entretiennent qu'entre elles et les hommes en font autant. Pourtant si les deux camps se confrontent entre eux, beaucoup de compromis auraient été trouvées au sujet du genre. Les jeunes sont plus ouverts. Ils se regroupent les deux sexes ensemble et abordent volontairement tous les thèmes. Il faut à cet effet orienter les formations en genre et développement vers les nouvelles générations plus ouvertes aux questions du genre.

**4-**Les bénéficiaires ne mettent pas en application tout ce qu'ils ont appris. Il y a des personnes qui n'aiment pas les innovations. Dans certains de nos formations, bien des techniques simples ont été enseignées (fertilité des sols en Agro-écologie) au public cible mais jamais mis en application. Il fallait que ces femmes formées demandent conseils à leurs maris avant de les appliquer.

**5-**Nous avons remarqué que dans la plus part de nos formations en activités génératrices de revenus, les responsables des groupements et associations féminines formées n'arrivent pas à bien dispatcher ces formations à leurs membres. Elles préfèrent garder le secret pour leur propre affaire. Cette façon de faire est un frein pour le genre et développement.

En se basant sur cette analyse, il y a lieu de réorienter les stratégies en genre et développement. Le caractère intersubjectif du genre basé sur les relations entre les deux sexes implique la collaboration entre femmes et hommes donc le critère sélectif de la formation doit être purement et simplement enrayé. La formation en genre ne doit pas viser un objectif donné. Elle doit aborder tous les thèmes. Les inégalité entre femmes et hommes doivent être combattues à tous les niveaux. Les formations ciblées ne font pas avancer le genre. Toutes les classes en marge de comprendre devraient être impliqués dans les formations en genre et développement. Le genre ne doit pas être propriété d'une élite donnée. Elle doit être ouverte à tout le monde. Et si on peut en faire un maxime : « le Genre est un outil de développement : j'en ai bénéficié, vous devriez aussi en bénéficier ».

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Livres**

1 Nations Unies : La prise en compte des perspectives sexo-spécifiques. Aperçu, Litho in United Nations, New York, December 2003.

2 Organisation des Nations Unies: la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes et son protocole facultatif. United nations publication, Swistezter Land, décembre 2003

3 organisation internationale de la Francophonie : Programme de l'Agence Inter Gouvernemental de la Francophonie. Agence Internationale de la Francophonie : Quai André Citroën 2005-2006

4 FAO Guide Dimitra femmes rurales et développement. FAO, Rome Italie, 2001.

5 Division de la Promotion la Femme. Bureau de Soutien et de Coordination du Conseil Economique et Social des Nations Unies (CES) : Réunion-Atelier de Formation sur le Renforcement des Capacités des Mécanismes Nationaux par l'intermédiaire de l'utilisation efficace des TIC. Selection des documents de référence de diverses sources Internet. Dakar Sénégal 2004.

### **Revues**

6 Audy Magazine : Semaine Nationale de la Femme Tchadienne. Edition 2002. Imprimerie AGB-N'djaména avril 2002.

7 Division de la Promotion de la Femme de Nations Unies. Département des Affaires Economiques et Sociales : Femmes en l'an 2000 et au-delà. United Nations. New York octobre 2003.